

In Extenso

In Extenso Audit

4 rue du tertre
49070 BEAUCOUZE

Tel : 02 41 44 47 57
www.inextenso.fr

www.reussir-au-quotidien.fr

FEDERATION DES OEUVRES LAIQUES D'EURE ET LOIR

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

4, Impasse du Quercy
28110 LUCE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

FEDERATION DES OEUVRES LAIQUES D'EURE ET LOIR

Association régie par la Loi du 1er Juillet 1901

4, Impasse du Quercy
28110 LUCE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2019

Aux Membres,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par vos soins, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Fédération des Œuvres Laïques d'Eure et Loir relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2019, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice. Ces comptes ont été arrêtés par le conseil d'administration le 16 septembre 2020 sur la base des éléments disponibles à cette date dans un contexte évolutif de crise sanitaire liée au Covid-19.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2019 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Incertitude relative liée à la continuité d'exploitation

Sans remettre en cause l'opinion exprimée ci-dessus, nous attirons votre attention sur l'incertitude relative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la continuité d'exploitation exposées dans la note f « Continuité d'exploitation - Evènement significatifs de l'exercice » de l'annexe.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R. 823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du conseil d'administration et dans

les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale sur la situation financière et les comptes annuels. S'agissant des événements survenus et des éléments connus postérieurement à la date d'arrêté des comptes relatifs aux effets de la crise liée au Covid-19, la direction nous a indiqué qu'ils feront l'objet d'une communication à l'assemblée générale appelée à statuer sur les comptes.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Beaucouzé, le 16 septembre 2020

Le commissaire aux comptes

In Extenso Audit

Grégoire GAILLARD

•

BILAN

Actif

Rubriques	Montant brut	Dépréciation	Montant net N	Montant net N-1
Immobilisations incorporelles				
Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	3 012	3 012		
Fonds commercial (1)				
Autres immobilisations incorporelles				
Immobilisations incorporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles				
Terrains	35 000		35 000	35 000
Constructions	328 496	58 009	270 487	289 058
Installations techniques, matériels et outillage industriels				
Autres immobilisations corporelles	90 005	84 761	5 244	12 908
Immobilisations grevées de droit				
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations financières (2)				
Participations et créances rattachées à des participations				
Titres immobilisés de l'activité portefeuille				
Autres titres immobilisés				
Prêts	12 500		12 500	
Autres immobilisations financières				
Total I	469 013	145 782	323 231	336 965
Stocks et en-cours				
Matières premières et fournitures				
Autres approvisionnements				
En cours de production (biens et services) (a)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés s/commandes				359
Créances (3)				
Créances usagers et comptes rattachés	293 612		293 612	207 941
Autres créances	133 034		133 034	46 180
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	10 001		10 001	118 175
Charges constatées d'avance	23 280		23 280	13 093
Total II	459 928		459 928	385 749
Charges à répartir sur plusieurs exercices III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecart de conversion (actif) V				
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	928 940	145 782	783 158	722 715

In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes

(1) Dont droit au bail

(2) Dont à moins d'un an

(3) Dont à plus d'un an

(a) A ventiler, le cas échéant, entre biens d'une part et services d'autre part.

Rubriques	Montant brut	Montant net N
Engagements reçus		
Legs nets à réaliser :		
Acceptés par les organismes statutaires compétents ;		
Autorisés par l'organisme de tutelle ;		
Dons en nature restant à vendre.		

In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes

Passif		
Rubriques	Montant net N	Montant net N-1
Fonds propres		
Fonds associatifs sans droit de reprise	48 306	48 306
Ecarts de réévaluation		
Réserves		
Report à nouveau	(70 455)	
Résultat de l'exercice	(78 616)	(34 247)
Autres fonds associatifs		
Fonds associatifs avec droit de reprise		
- Apports	30 000	18 000
- Legs et donations		
- Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecarts de réévaluation		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
Provisions réglementées		
Droits des propriétaires (commodat)		
Total I	(70 765)	22 060
Provisions		
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	76 379	69 885
Fonds dédiés		
Sur subventions de fonctionnement		
Sur autres ressources		
Total II	76 379	69 885
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	308 450	272 715
Emprunts et dettes financières divers	63 959	298
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	635	16 576
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	154 728	189 335
Dettes sociales et fiscales	91 723	92 343
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
Autres dettes	15 731	2 262
Produits constatés d'avance	142 318	47 240
Total III	777 544	620 769
Ecart de conversion (passif) (IV)		
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)	783 158	722 715

In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes

BILAN ASSOCIATION COMPARATIF

Actif

Rubriques		% du poste	% de l'actif		% du poste	% de l'actif
Immobilisations incorporelles		0%	0%		0%	0%
Immobilisations corporelles	310 731	96%	40%	336 965	100%	47%
Immobilisations financières	12 500	4%	2%		0%	0%
Actif immobilisé	323 231	100%	41%	336 965	100%	47%
Stocks		0%	0%	359	0%	0%
Créances	426 646	98%	54%	254 121	68%	35%
Disponibilités	10 001	2%	1%	118 175	32%	16%
Actif circulant	436 647	100%	56%	372 656	100%	52%
Comptes de régularisation	23 280	100%	3%	13 093	100%	2%
TOTAL ACTIF	783 158		100%	722 715		100%

Passif

Rubriques		% du poste	% du passif		% du poste	% du passif
Fonds propres	(22 149)	31%	-3%	48 306	151%	7%
Résultat de l'exercice	(78 616)	111%	-10%	(34 247)	-107%	-5%
Autres fonds associatifs	30 000	-42%	4%	18 000	56%	2%
Capitaux propres	(70 765)	100%	-9%	32 060	100%	4%
Provisions pour risques et charges	76 379	100%	10%	69 885	100%	10%
Fonds dédiés			0%		0%	0%
Emprunts et dettes financières	372 409	59%	48%	273 013	48%	38%
Autres dettes	262 817	41%	34%	300 516	52%	42%
Dettes	635 226	100%	81%	573 529	100%	79%
Comptes de régularisation passif	142 318	100%	18%	47 240	100%	7%
TOTAL PASSIF	783 158		100%	722 715		100%

In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes

Compte de résultat

In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes

COMPTE DE RESULTAT

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Ventes de marchandises		951
Production vendue :		
- Biens		
- Services	492 337	380 500
Montant net du chiffre d'affaires	492 337	381 451
Dont exportation		
Production stockée		
Production immobilisée		
Subventions d'exploitation	458 219	470 421
Reprise sur amortissements et provisions, transfert de charges	71 705	57 868
Cotisations	46 828	71 367
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs		
Autres produits (hors cotisations)	3	50 525
Produits d'exploitation	1 069 092	931 631
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Achats de matières premières et autres approvisionnements		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	337 708	269 170
Impôts, taxes et versements assimilés	27 222	24 275
Salaires et traitements	444 389	452 137
Charges sociales	132 260	155 522
Dotations aux amortissements sur immobilisations	26 235	27 976
Dotations aux provisions immobilisations		
Dotations aux provisions sur actif circulant		
Dotations aux provisions sur exploitation		10 624
Engagement à réaliser des ressources affectées		
Autres charges	108 117	123 644
Charges d'exploitation	1 075 930	1 063 981
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(6 838)	(32 350)
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun :		
- Excédent ou déficit transféré (III)		
- Déficit ou excédent transféré (IV)		
Produits financiers de participations		
Produits des autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
Autres intérêts et produits assimilés	62	45
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Produits financiers	62	45
Dotations financières aux amortissements et provisions		
Intérêts et charges assimilées	4 577	4 646

In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes

Différences négatives de change

Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement

Charges financières	4 577	4 646
RÉSULTAT FINANCIER	(4 515)	(4 601)
RÉSULTAT COURANT AVANT IMPOTS	(11 353)	(36 951)
Rubriques	Montant N	Montant N-1
Produits exceptionnels sur opérations de gestion	6 699	4 213
Produits exceptionnels sur opérations en capital		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
Produits exceptionnels	6 699	4 213
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	73 961	1 509
Charges exceptionnelles sur opérations en capital		
Dotations exceptionnelles aux amortissements et provisions		
Charges exceptionnelles	73 961	1 509
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	(67 262)	2 704
Impôt sur les bénéfices		
TOTAL DES PRODUITS	1 075 853	1 035 889
TOTAL DES CHARGES	1 144 469	1 070 136
BÉNÉFICE OU PERTE	(78 616)	(34 247)

Evaluation des contributions volontaires en nature

Rubriques	Montant N	Montant N-1
Répartition par nature de ressources		
Bénévolat		
Prestations en nature		
Dons en nature		
MONTANT TOTAL DES RESSOURCES		
Répartition par nature de charges		
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations		
Personnel bénévole		
MONTANT TOTAL DES EMPLOIS		

COMPTE DE RESULTAT COMPARATIF

Rubriques	N	N-1	Variation
Ventes de marchandises		951	(951)
Production vendue de biens			
Production vendue de services	492 337	380 500	111 837
Production stockée			
Production immobilisée			
Subventions d'exploitation reçues	458 219	470 421	(12 202)
Reprise sur provisions, amortissements et transfert de charge	71 705	57 868	13 838
Autres produits	46 831	121 892	(75 061)
Produits d'exploitation	1 069 092	1 031 631	37 461
Achats de marchandises (et droits de douanes)		634	(634)
Variations de stock de marchandises			
Achats de matières premières et autres approvisionnement			
Variation de stock (matières premières et approvisionnement)			
Autres achats et charges externes	337 708	269 170	68 538
Impôts, taxes et versements assimilés	27 222	24 277	2 945
Salaires et traitements	444 389	452 137	(7 748)
Charges sociales	132 260	155 522	(23 262)
Dotations aux amortissements et provisions	26 235	38 600	(12 365)
Autres charges	108 117	123 644	(15 527)
Charges d'exploitation	1 075 930	1 063 981	11 949
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	(6 838)	(32 350)	25 512
Quote-part de résultat sur opérations faites en commun			
Produits financiers	62	45	17
Produits exceptionnels	6 699	4 213	2 486
Charges financières	4 577	4 646	(69)
Charges exceptionnelles	73 961	1 509	72 453
Impôt sur les bénéfices			
BÉNÉFICE OU PERTE	(78 616)	(34 247)	(44 369)

In Extensio
Audit
Commissaire aux Comptes

ANNEXE

In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes

VARIATION DES FONDS PROPRES ASSOCIATIFS

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Fonds associatifs				
Fonds associatifs sans droit de reprise	48 306			48 306
Ecart de réévaluation				
Réserves				
Report à nouveau			70 455	(70 455)
Résultat de l'exercice	(34 247)	(78 616)	(34 247)	(78 616)
Autres fonds associatifs				
Fonds associatifs avec droit de reprise :				
- apports	18 000	110 000	98 000	30 000
- legs et donations				
- résultat(s)/contrôle de tiers financeur				
Ecart de réévaluation				
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables				
Provisions réglementées				
Droit des propriétaires (commodat)				
TOTAL	32 060	31 384	134 209	(70 765)

In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes

Comptes	Nature des immobilisations	Montant	Taux d'amortissement	Durée d'amortissement
---------	----------------------------	---------	----------------------	-----------------------

In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes

VENTILATION DE L'EFFECTIF DE L'ASSOCIATION

Par effectif salarié, on entend l'ensemble des personnes ayant un contrat de travail et rémunérées directement par l'association.

Par personnel mis à disposition, on entend personnel intérimaire et le personnel détaché ou prêté par l'association.

Rubriques	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Ingénieurs et cadres	3,00	
Agents de maîtrise et techniciens	11,00	0,40
Employés		
Ouvriers		
TOTAL	14,00	0,40

In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes

PRINCIPES COMPTABLES, METHODES D'EVALUATION

Les comptes annuels de l'exercice clos ont été élaborés et présentés conformément aux règles comptables, dans le respect du principe de prudence et de l'indépendance des exercices, et en présumant de la continuité de l'exploitation et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

a) Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais d'accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue :

Constructions	20 ans
Agencements et aménagements des constructions	10 ans
Installations techniques	5 à 10 ans
Matériels et outillage industriels	5 à 10 ans
Matériel informatique	3 ans

In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes

b) Créances et dettes

Les créances sont comptabilisées pour leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

c) Provision indemnité retraite et impact sur les fonds propres

Le montant des charges provisionnées de retraite concernant les salariés de l'association a été calculé pour un montant de 76 381 € au 31.12.2019.

Les hypothèses retenues pour le calcul de ces charges sont :

- Taux d'actualisation : 0,77%
- Table de mortalité : INSEE 2010
- Départ en retraite : départ volontaire à l'âge légal et au taux plein
- Taux de charges sociales : 42,00 %
- Taux de revalorisation des salaires : 1,5%
- Convention collective de l'animation.

L'association applique désormais la méthode préférentielle de comptabilisation au passif des indemnités de départ à la retraite. Auparavant, ces indemnités étaient constatées en provision sans tenir compte de l'ensemble des salariés de l'association, uniquement ceux présentant une ancienneté la plus significative.

L'incidence de ce changement de méthode comptable a été calculée de manière rétrospective et a impacté les fonds propres à hauteur de 36 208 Euros.

d) Changement de méthode - comptabilisation des Affiliations

Dans le cadre du suivi des préconisations de la ligue de l'enseignement confédéral, les produits liés aux affiliations sur la saison 2019/2020 ont été comptabilisés pour la période de septembre à décembre 2019, pour leur montant réel, en produits constatés d'avances.

La méthode précédemment utilisée consistait à passer 8/12^{ème} des produits de l'année en produits constatés d'avances.

L'impact de ce changement de méthode est non significatif sur le résultat 2019.

e) Evénements postérieurs à la clôture : COVID-19

La crise sanitaire liée au Covid-19 et la promulgation de l'état d'urgence sanitaire par la loi n° 2020-290 du 23 mars 2020 constituent un événement postérieur au 31 décembre 2019 qui n'a pas donné lieu à un ajustement des comptes annuels clos au 31 décembre 2019, c'est-à-dire que les actifs et passifs, les charges et produits mentionnés respectivement au bilan et au compte de résultat au 31 décembre 2019 sont comptabilisés et évalués sans tenir compte de cet événement et de ses conséquences.

Conformément aux dispositions du PCG sur les informations à mentionner dans l'annexe, l'Association constate que cette crise sanitaire a un impact significatif sur son activité du fait de la limitation de circulation des biens et des personnes depuis mi-mars et ce jusqu'à nouvel ordre. Par conséquent, nos produits de fonctionnement seront impactés à un niveau que reste indéterminé à l'heure actuelle.

Eu égard à une situation extrêmement évolutive, en l'absence de date de permettant l'accueil de public, et sans indications précises sur les nouvelles conditions sanitaires obligatoires qui pourraient impacter l'activité de l'association, il est difficile d'en estimer les impacts financiers. A la date d'arrêt des comptes de l'association, celle-ci n'est pas en mesure de chiffrer, à ce stade, l'impact de la crise sur son patrimoine, sa situation financière et son résultat.

L'association a toutefois mis en action un plan de continuité de l'activité en utilisant les mesures suivantes :

- Gel de l'intégralité de la dette bancaire pour une période de 6 mois. Les reports de paiement se sont traduits par un allongement de la durée des prêts de 6 mois.
- Report du paiement des cotisations sociales.
- Mise en chômage partiel de l'intégralité des effectifs
- Soutien financier suite à souscription d'un PGE de cette dernière.

In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes

f) Continuité d'exploitation – Evènement significatif de l'exercice

Sur l'exercice, une dégradation des fonds propres est constatée. Outre l'impact du rattrapage de la provision retraite, celle-ci s'explique notamment par :

- Le résultat déficitaire de 2018,
- Le secteur vacances : la restructuration du secteur au niveau régionale avec la fin de mission d'un salarié de la FOL 28 mis à disposition sur un temps partiel à la ligue de l'enseignement Centre Val de Loire.
- Le secteur formation : Avec l'arrêt des emplois aidés, la réforme de la formation professionnelle est la difficulté des employeurs à envoyer leur personnel en formation professionnelle dans le secteur de l'animation, nous rencontrons des difficultés à remplir les formations.
- La diminution encore de certaines subventions comme le conseil département par exemple.

Pour répondre à ces problématiques, la FOL 28 a cherché et mis en place les solutions suivantes :

- Réduction de la masse salariale par 3 départs volontaires dont 2 salariés fin juillet/début août et 1 en septembre 2019. L'impact sur 2019 a donc été faible et se fera plutôt sentir sur l'exercice 2020.
- emprunt auprès de la banque Caisse d'épargne à hauteur de 42 000 €.
- Apport de fonds associatif de Centre Actif pour 18 000 € avec remboursement décalé de 3 ans
- Soutien sur les fonds propres de 50 000 € de la part de la ligue de l'enseignement confédéral avec remboursement décalé d'un an
- Maintien des actions 2019 en 2020 mais avec moins de personnel
- Développement du service formation
- Réponse à des appels d'offres supplémentaires
- D'avantage de salariés, déjà présents dans les effectifs, mis à disposition auprès de partenaires

CHARGES A PAYER

Montant des charges à payer inclus dans les postes de bilan suivants :

Rubriques	Montant
Emprunts obligataires convertibles	
Autres emprunts obligataires	
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières divers	292
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	5 712
Dettes fiscales et sociales	31 217
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	
Disponibilités, charges à payer	
Autres dettes	1 200
TOTAL	38 421

In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes

PRODUITS ET AVOIRS A RECEVOIR

Montant des produits et avoirs à recevoir inclus dans les postes suivants du bilan	Montant TTC
Immobilisations financières	
- Créances rattachées à des participations	
- Autres immobilisations financières	
Créances	
- Créances clients et comptes rattachés	
- Autres créances	
dont avoirs à recevoir	
Valeurs mobilières de placement	
Disponibilités	
TOTAL	14 215

In Extenso 13 698
Audit 517
Commissaire aux comptes

TRANSFERT DE CHARGES

Rubrique	Montant
Transferts de charges d'exploitation	
7910200000 - Refacturation Copies	5 237
7911260000 - Refacturation Affranchissements	2 002
7912000000 - Mise à dispo de personnel	13 575
7912100000 - Service civique - versement ASP	3 900
7912200000 - Service civique - Mise à dispo	538
7912300000 - Refacturation de frais	1 214
7912400000 - Refacturation Frais de déplacements/Réception	224
7912500000 - Refacturation Téléphones-Internet	677
7914000000 - Indemnités journalières nettes	14 023
7914500000 - Contrats aidés - CAE (ASP)	600
Sous total Exploitation	41 990,04
Transferts de charges financières	
Sous total Financières	
Transferts de charges exceptionnelles	
Sous total Exceptionnelles	
TOTAL	41 990,04

*In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes*

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN

Provisions réglementées

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour reconstitution des gisements				
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Amortissements dérogatoires				
Autres provisions réglementées				
TOTAL				

Provisions pour risques et charges

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions pour litiges				
Provisions pour garanties données aux clients				
Provisions pour pertes sur marchés à terme				
Provisions pour amendes et pénalités				
Provisions pour pertes de change				
Provisions pour pensions et obligations similaires	69 885	182 474	175 980	76 379
Provisions pour impôts				
Provisions pour renouvellement des immobilisations				
Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
Provisions pour charges sociales et fiscales sur congés à payer				
Autres provisions pour risques et charges				
TOTAL	69 885	182 474	175 980	76 379

*In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes*

Provisions pour dépréciation

Rubriques	Montant début d'exercice	Augmentations dotations	Diminutions reprises	Montant fin d'exercice
Provisions sur immobilisations incorporelles				
Provisions sur immobilisations corporelles				
Provisions sur titres de participation				
Provisions sur autres immobilisations financières				
Provisions sur stocks et en cours				
Provisions sur comptes clients				
Autres provisions pour dépréciation				
TOTAL				
TOTAL GÉNÉRAL	69 885	182 474	175 980	76 379

ETAT DES ECHEANCES DES CREANCES ET DETTES

Etat des créances

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts	12 500	10 000	2 500
Autres immobilisations financières			
Total de l'actif immobilisé	12 500	10 000	2 500
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	293 612	293 612	
Créance représentative de titre prêtés ou remis en garantie			
Personnel et comptes rattachés	562	562	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
Etat – Impôts sur les bénéfices			
Etat – Taxe sur la valeur ajoutée			
Etat – Autres impôts, taxes et versements assimilés			
Etat – Divers	96 422	96 422	
Groupes et associés	7 016	7 016	
Débiteurs divers	29 034	29 034	
Total de l'actif circulant	426 646	426 646	
Charges constatées d'avance	23 280	23 280	
TOTAL	462 427	459 927	2 500

Etat des dettes

Rubriques	Montant brut	A 1 an au plus	A plus d'1 an et 5 ans au plus	A plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Auprès des organismes de crédit :				
- à 1 an maximum à l'origine	14 875	14 875		
- à plus de 1 an à l'origine	293 575	24 761	101 359	167 455
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	154 728	154 728		
Personnel et comptes rattachés	31 217	31 217		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	39 202	39 202		
Impôts sur les bénéfices				
Taxe sur la valeur ajoutée				
Obligations cautionnées				
Autres impôts, taxes et assimilés	21 305	21 305		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupe et associés	63 667	8 500	55 167	
Autres dettes	15 731	15 731		
Dettes représentatives de titres empruntés ou remis en garantie				
Produits constatés d'avance	142 318	142 318		
TOTAL	776 617	452 635	156 526	167 455

IMMOBILISATIONS ET AMORTISSEMENTS

Immobilisations				
Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	3 012			3 012
Terrains	35 000			35 000
Constructions sur sol propre	235 800			235 800
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions installations générales	92 696		0	92 696
Installations techniques et outillage industriel				
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport	40 140			40 140
Matériel de bureau, informatique et mobilier	48 535			48 535
Emballages récupérables et divers	1 330			1 330
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Total des immobilisations corporelles	453 501		0	453 501
Participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières		12 500		12 500
Total des immobilisations financières		12 500		12 500
TOTAL	456 513	12 500	0	469 013

*In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes*

Situation et mouvements de l'exercice des amortissements techniques (ou venant en diminution de l'actif)

Rubriques	Montant début exercice	Augmentations Dotations	Diminutions Reprises	Montant fin exercice
Frais d'établissement et de développement				
Autres immobilisations incorporelles	3 012			3 012
Terrains				
Constructions sur sol propre	19 650	7 860		27 510
Constructions sur sol d'autrui				
Constructions inst. générales, agencements et aménagements des constructions	19 788	10 711		30 499
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Installations générales, agencements et divers				
Matériel de transport	34 526	4 000		38 526
Mat de bureau et informatique, mobilier	41 242	3 664		44 906
Emballages récupérables et divers	1 330			1 330
Total des amortissements sur immobilisations corporelles	116 535	26 235		142 770
TOTAL	119 547	26 235		145 782

CHARGES ET PRODUITS CONSTATES D'AVANCE

Rubriques	Charges	Produits
Charges constatées d'avance	23 280	
Produits constatés d'avance		76 961
PCA - Affiliations Ligue (part nationale)		7 414
PCA - Affiliations Ligue / UFOLEP (part nationale)		209
PCA - Affiliations Ligue (part départementale)		3 663
PCA - Affiliations Ligue / UFOLEP (part départementale)		60
PCA - Adhésions Ligue (part nationale)		6 258
PCA - Adhésions Ligue (part départementale)		17 391
PCA - APAC - TGA-TLE		14 350
PCA - APAC - R1, R2, R3, R4, R5, R6		16 013
TOTAL	23 280	142 318

In Extenso
Audit
Commissaire aux comptes